

Mondialisation

EXTRAIT DU PROGRAMME : 5. Relations économiques et financières internationales ; globalisation économique et financière, principaux faits et grandes tendances.

1

PLAN DU COURS

I. DEFINITIONS

II. HISTORIQUE DU PHENOMENE

A. LA PREMIERE MONDIALISATION : 1880-1914

B. LA SECONDE MONDIALISATION DEPUIS 1980

1. LES TRAITS SPECIFIQUES

2. DEMONDIALISATION OU HYPERMONDIALISATION ?

III. MONDIALISATION ET... OU COMMENT LA MONDIALISATION TRANSFORME-T-ELLE LES POLITIQUES ECONOMIQUES ?

MOTS CLES : mondialisation, globalisation financière, DIPP, chaîne de valeur, échanges intra-branche, démondialisation, hypermondialisation, protectionnisme, firmes multinationales, différenciation, bien public mondial.

THEORIES/AUTEURS : François Rachline, Henri Bourguinat, Marshal McLuhan, Gilles Fumey, François Perroux, Frédéric Teulon, Sébastien Jean, El Mouhoub Mouhoud, Bernard Lassudrie-Duchêne, Michael Porter, Olivier Passet, Serge Latouche, Kenichi Ohmae, Garrett Hardin.

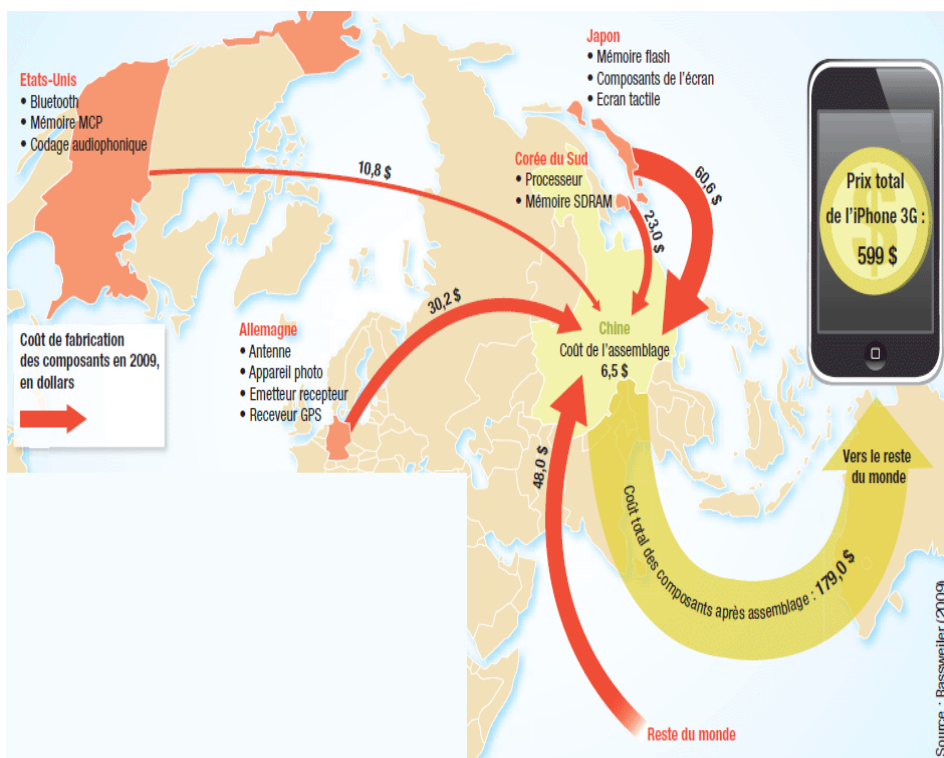
CITATIONS :

« Toutes les composantes de l'activité économique se définissent aujourd'hui à un niveau mondial » François Rachline.

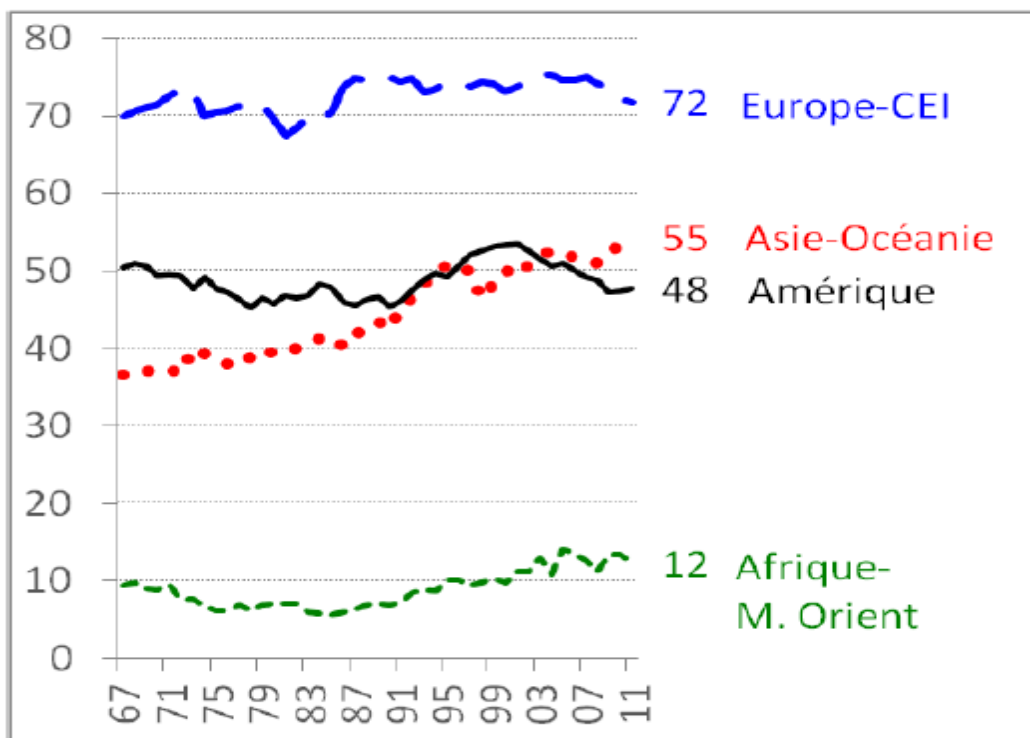
« Certains phénomènes économiques posent des problèmes qui n'ont que des solutions à l'échelle de la planète » Gilles Fumey.

« C'est la constitution de décisions économiques, à l'échelle mondiale, et dotés de moyens mondiaux » François Perroux.

DOCUMENT N°1 : Décomposition internationale des processus productifs (DIPP, Bernard Lassudrie-Duchêne, 1982)

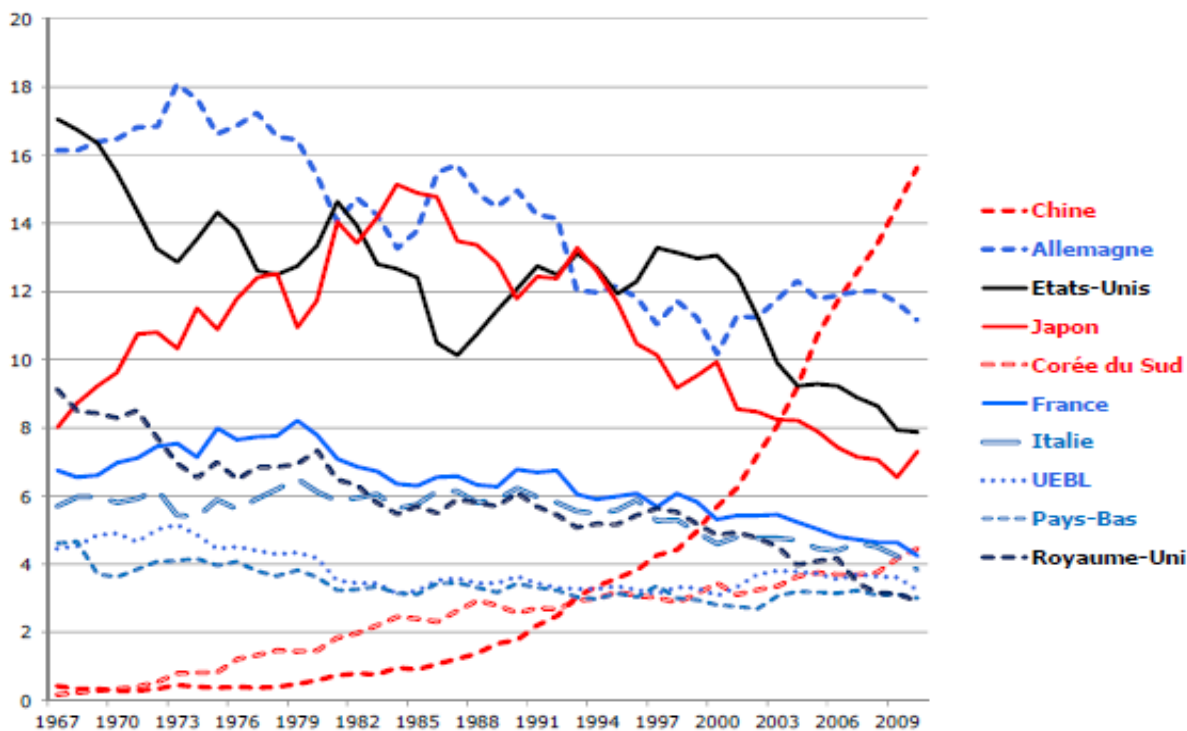


DOCUMENT N°2 : Part des échanges intra-zone dans les échanges de biens des grandes régions entre 1967 et 2011 (%)



Source : CEPII, Base de données CHELEM – Commerce International

DOCUMENT N°3 : Les 10 premiers exportateurs mondiaux de produits manufacturés (1967-2010). En % du commerce mondial de biens.



Source : CEPII, Base de données CHELEM – Commerce International

DOCUMENT N°4 : Pas de printemps pour le commerce mondial. Sébastien Jean.

Valeur trimestrielle totale du commerce extérieur des pays du G7 (milliards de dollars)



Source : Calculs de l'auteur à partir de données de l'OMC.

- Politiques **conjoncturelles**

	1960 – 1970	2000 – 2020
Politiques budgétaires	Nationales	Sous contrôle du Pacte de Stabilité et de Croissance (1997) et du Pacte Budgétaire Européen (2012)
- Fiscales	Marchés cloisonnés	Concurrence et optimisation fiscales, paradis fiscaux
- Dépenses publiques	Choix national	Contrôlées (PSC, 1997 ; semestre européen)
Financement du déficit public	Création de monnaie	Via les marchés financiers (emprunt public)
Politiques monétaires	Nationales	Banque Centrale Européenne
- Interne	Contrôle quantitatif	Action sur les taux directeurs
- Externe	Changes fixes	Changes flexibles

- Politiques **structurelles**

	1960 – 1970	2000 – 2020
Structures productives	Nationalisations, fort secteur public	Privatisations, secteur public amaigri
Politique de la concurrence	CEE mais oligopole, professions protégées, champion national...	Union européenne : concurrence libre et non faussée
Politique industrielle	Verticale	Horizontale
Politique commerciale	Protectionnisme mais libéralisation progressive avec la CEE	Libéralisation
Politique d'aménagement des territoires	Aménagement du territoire, service public	Politiques de compétitivité et d'attractivité
Politique éducative	Démocratisation laïque	Poursuite mais impératif de professionnalisation plus marqué
Politique culturelle	Contrôle (TV, radio, presse) et soutien public	Privatisation et soutien public
Politique sociale	Modèle social français Soutien de la demande	Modèle hybride, des avancées et des reculs

I. Définitions

- Processus d'**interdépendance** croissante des économies par des échanges **commerciaux, financiers, informationnels, technologiques, humains** ou **culturels**, menant à la constitution d'un espace économique mondial de plus en plus **intégré**.
- Ainsi, attention, la mondialisation ne renvoie **pas uniquement** au commerce international de biens et de marchandises : c'est beaucoup plus large, complexe, systémique, englobant.
- Définition par ses différentes **composantes** :
« *Toutes les **composantes** de l'activité économique se définissent aujourd'hui à un niveau mondial* » **François Rachline**.

Quelles sont ces composantes ? Elles sont nombreuses car l'activité économique a beaucoup de composantes. Nous allons voir qu'ainsi nous allons dresser le plan des prochains cours où nous nous concentrerons sur certaines de ces composantes.

Composantes de l'activité économique : échanges de biens, services, technologies, capitaux/financiers, migrations internationales...

- **Flux de marchandises, biens et services** : cf. Cours - Commerce international.
- **Flux financiers** (cf. Cours - SFI et SMI) : **globalisation financière** = création d'un **grand marché unifié** de l'argent au niveau planétaire. **Henri Bourguinat** « 3 D » :
 - **Dérèglementation** : conduite par les Etats, qui abolit les entraves aux flux de capitaux, favorise les innovations financières et libéralise les transactions sur les marchés des changes.
 - **Désintermédiation** : diminution des financements intermédiés (mais toujours de l'intermédiation de marché réalisée par les banques) : accès **direct** aux marchés financiers au sens large.
 - **Décloisonnement** : suppression des barrières **entre différents marchés monétaires et financiers** au sein de chaque pays et **ouverture vers l'extérieur** des marchés nationaux de capitaux.
- **Flux d'information** : la mondialisation est rendue possible par les innovations en matière de **télécommunications**. On parle de « **village planétaire** » (**Marshal McLuhan**).
- **Flux migratoire**
- **Gilles Fumey** : « *Certains phénomènes économiques posent des **problèmes** qui n'ont que des **solutions** à l'échelle de la planète* ».
- **François Perroux** : « *C'est la constitution de **décisions** économiques, à l'échelle mondiale, et dotés de **moyens mondiaux*** ».
 - ⇒ Le concept de mondialisation renvoie donc à de **multiples dimensions économiques** (financières, environnementales, sociales, culturelles, commerciales...). D'où la complexité et l'intérêt de la notion.
 - ⇒ Difficultés de mesurer la mondialisation : **document Alter-Eco – La mesure de la mondialisation**.

II. Historique du phénomène

- Processus ancien, mais marqué depuis les années 80 par une déconnexion entre l'espace **économique** de plus en plus intégré au niveau mondial et l'espace **politique** qui reste celui de l'Etat nation.
- Pour **Frédéric Teulon**, la mondialisation marque la fin d'un processus :
 - **Internationalisation** : commerce international, uniquement les biens/marchandises au départ,
 - **Transnationalisation** : développement de flux d'IDE (capitaux),
 - **Globalisation** : mise en place de réseaux mondiaux de production et d'information,
 - On pourrait ajouter le processus « ultime » de la **globalisation financière**.

A. La première mondialisation : 1880 – 1914

- Début des **migrations** internationales.
- Mondialisation **financière**.
- Portée par l'**impérialisme et colonialisme**.
- **SMI** : Etalon-or.
- **Grande-Bretagne** : puissance dominante.

B. La seconde mondialisation depuis 1980

1. Traits spécifiques

- **Les facteurs**
 - **Technologiques** (révolution des transports et de l'informatique). Exemples : containers, logiciels en matière de logistiques.
 - **Commerciaux** : un consommateur informé, mobile, infidèle, connecté.
 - **'Théoriques'** : triomphe des théories du libre-échange.
 - **Libéralisation des échanges** avec la création de l'OMC en 1995, qui vient remplacer le **General Agreement on Tariffs and Trade (GATT)** de 1947.
- **Caractéristiques**
 - Echanges **intra-branche** (de mêmes produits donc).
 - Processus d'**intégration régionale**. Exemples : ALENA, Union Européenne, ASEAN, MERCOSUR.
 - Entre les pays du Nord (et non entre Nord et Sud). **Document 2 et 3**.
 - **Stratégie globale des firmes** : la DIPP et l'optimisation de la chaîne de valeur par fragmentation (**Michael Porter**) : **globalisation**. **Document 1**.
 - **Extension** du modèle d'émergence (Dragons (Corée du Sud, Taïwan, Singapour, Hong-Kong), BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud), PECO, Tigres ou bébé Tigres (Thaïlande, Malaise, Indonésie, Viêt Nam, Philippines)), où la libéralisation des échanges, par la **promotion des exportations** a été un succès de stratégie de développement (cf. Cours - Economie du développement).
 - Globalisation **financière**.

2. Démondialisation ou hypermondialisation ?

- **Démondialisation** aujourd'hui ?
 - **Positif/empirique** : moindre croissance des échanges de biens et services, voire une baisse de la valeur de ces échanges avec la crise. **Document 4.**
 - **Normatif** : critiques de plus en plus fréquentes de la mondialisation sauvage, appel à une **régulation** : Brexit, campagne électorale aux Etats-Unis (abandon des négociations TAFTA, projet d'accord de libre-échange entre les Etats-Unis et l'UE), montée des populistes souverainistes/nationalistes dans certains pays (Hongrie, Pologne, Autriche).
 - **Comment expliquer ce ralentissement ?** Sébastien Jean et El Mouhoub Mouhoud (Mondialisation et délocalisation des entreprises).
 - La crise de 2008,
 - Rééquilibrage de la BTC et des dettes de la Nation,
 - La montée du protectionnisme,
 - Le recentrage de la Chine,
 - La montée des services moins échangeables internationalement,
 - Essoufflement de l'éclatement des chaînes de valeur (relocalisation).
- **Hypermondialisation** aujourd'hui ? **Olivier Passet.**
 - Un monde en déficit de demande, abondance de capital : nouvelle allocation vers achat d'actifs là où ils sont les plus rémunérateurs. Conséquence : **concentration des patrimoines.**
 - **Machines intelligentes low-cost** : prise en charge des activités routinières et non-routinières, substitution du capital au travail, fragilité de l'emploi qualifié et semi-qualifié, modération salariale : classe moyenne sous pression (polarisation de l'emploi aux deux extrêmes).
 - **Nouvelle allocation du capital pour la rationalisation du commerce des services** : désintermédiation du travail par des plateformes, organisation hors des entreprises classiques. Intégration du système productif avec croissance des inégalités et tendance déflationniste.

⇒ La somme des trois donnerait une hypermondialisation, une **intensification** de la mobilisation des ressources au plan mondial.

III. Mondialisation et... ou comment la mondialisation transforme les politiques économiques ?

- **Mondialisation et culture**
 - Plusieurs visions
 - Emergence d'une culture mondiale, issue du **contact entre cultures nationales**. La culture mondiale ne serait pas celle d'un groupe de pays dominants.
- M. Salès-Juet | Economie | 2018-2019 | CPGE ENS Rennes D1, Lycée de Cachan

- **Américanisation** du monde, qui traduit l'hégémonie des Etats-Unis ou **occidentalisation**, conséquence de la domination des pays occidentaux sur le monde. Dans ce cas, la culture mondiale est celle d'un ensemble de pays dominants.
- **Risque d'une culture mondiale uniformisée ?**
 - Selon **Serge Latouche**, on assiste à une « *occidentalisation du monde* » par la diffusion des produits des FMN à l'ensemble de la planète. Exemple : Iphone, Mac Donald, Eurodisney.
 - Mais on observe toujours une grande diversité culturelle et des productions nationales spécifiques. Les FMN cherchent plus aujourd'hui à saisir les **spécificités de chaque pays** plutôt que de diffuser des produits standards et universels (logique de **différenciation**).
 - **Kenichi Ohmae** : stratégie de « *global localization* » : les filiales implantées à l'étranger disposent d'une grande autonomie. Ce sont des bases régionales qui peuvent saisir les **spécificités locales**.
Exemple : problème d'Eurodisney au début en Europe et en France quand la FMN ne prenait pas en compte les spécificités locales.
- **Mondialisation : Impact de la globalisation financière ?** diversification des risques et accès à l'épargne et aux opportunités d'investissement au niveau mondial VS facteur d'instabilité et risque de crises systémiques.
- **Mondialisation et flux internationaux de capitaux (IDE) dont délocalisations :** Cours - Commerce international. Effets positifs/négatifs des délocalisations ? Destruction de commerce ? Pertes d'emploi ?
- **Mondialisation et commerce international :** Cours - Commerce international. Effets positifs/négatifs du commerce international, sur les prix, la variété des biens, le bien-être global, les inégalités ?
- **Mondialisation et migrations internationales**
 - Effets **positifs**
 - Immigration → apport démographique pour les pays développés faisant face au vieillissement de leur population → contribution au financement des retraites et de la protection sociale.
 - Immigration → main d'œuvre flexible et aux exigences salariales moindres que la main d'œuvre nationale → hausse des profits → investissement, compétitivité-prix → croissance.
 - Le *brain-drain* élève le stock de capital humain des pays d'accueil et permet des transferts de fonds vers ces mêmes pays.
 - Retour à terme des travailleurs en provenance des pays en développement dans leur pays d'origine ?
 - Echanges d'étudiants, de chercheurs...
 - Effets **distorsifs**
 - Envoi de fonds à l'étranger des travailleurs migrants → déséquilibres externes. Il s'agit cependant d'une part modeste de ces déséquilibres. Par ailleurs, ces transferts financent des achats de produits, fréquemment importés des pays d'accueil.

- Immigration → peut nuire à l'emploi des travailleurs moins qualifiés dans les pays développés. On peut rétorquer à cela que les immigrants occupent souvent des emplois désertés des autochtones.
- *Brain-drain* dans les pays en développement : retour sur investissement pour ces pays ?
- **Mondialisation et inégalités** : Accroît les inégalités ? Lesquelles ? Cours – Economie du développement.

- **Mondialisation et environnement**

9

- Effets **positifs**
 - Echanges de technologies ou de biens d'équipement préservant l'environnement. Exemple : avec l'élargissement de l'Union Européenne aux ex-pays socialistes de l'Europe de l'Est, diffusion de nouvelles technologies permettant de remplacer ou de réparer les vieilles centrales dangereuses installées à l'Est.
 - Mondialisation → concurrence accrue → besoin d'améliorer la compétitivité hors-prix par la différenciation des produits, notamment en améliorant leurs qualités écologiques (emballage recyclable, composants non polluants...).
 - Protectionnisme → absence d'incitation à la modernisation des équipements → consommation énergétique élevée, pollution, épuisement des ressources naturelles...
 - Effets **néfastes**
 - Concurrence → pression sur les coûts → délocalisations vers des pays à réglementations moins strictes sur l'environnement.
 - Mondialisation → plus de transports → dégradation de l'environnement.
 - Mondialisation → surexploitation des ressources (tragédie des biens communs de Garrett Hardin).
 - Encadrer la mondialisation pour préserver l'environnement ? Comment ?
 - **Bien public mondial** ? Bien collectif qui est la propriété de l'humanité et qui doit faire l'objet d'une régulation à l'échelle mondiale (environnement mais aussi santé, paix, développement économique, sécurité...).
- ⇒ Impact, analyse à différencier selon les pays (développés, PED), les acteurs (consommateurs, travailleurs, firmes, Etats), l'horizon temporel (CT/LT) ...
- ⇒ Contestation : mouvements **altermondialistes** pour promouvoir une autre mondialisation. Exemple : Association pour la Taxation des Transactions Financières et l'Aide aux Citoyens (ATTAC, 1998).
- ⇒ Pour finir, **Mondialisation et Politiques Economiques en France**. **Document 5**.



Une mondialisation surestimée

La mondialisation du capitalisme contemporain ne fait aucun doute, mais elle pèse moins que le laissent paraître les statistiques. Dans tous les domaines, il y a une large surévaluation.

La mondialisation de l'économie pèse de tout son poids sur les décisions de politique économique des gouvernements du monde entier. Les chiffres sont là pour le souligner : des exportations équivalentes à un quart du produit intérieur brut (PIB) mondial, un stock d'investissements à l'étranger qui en représente plus du tiers et des transactions sur les marchés des changes dont le montant est de quasiment vingt fois le PIB de la planète ! On se demande bien comment une seule économie et ses dirigeants pourraient résister à la force de tels vents mondialisés.

Or, les instruments de mesure de la mondialisation économique ne sont pas d'une grande justesse : ils ont une tendance systématique à la surestimer. C'est vrai pour le commerce international, comme pour les investissements directs ou la finance mondiale.

UN PROBLÈME SUR LES INVESTISSEMENTS À L'ÉTRANGER

Côté commerce, l'internationalisation des chaînes de valeur ajoutée, où chaque territoire est spécialisé dans la production d'une partie d'un bien, envoyée à un autre pays qui ajoute son composant avant de l'envoyer à son tour dans un autre pays qui ajoute le sien, etc., conduit à une surévaluation des échanges internationaux (voir notre entretien ci-contre avec Pascal Lamy).

Côté investissements à l'étranger, on enregistre, dans ces flux, des échanges de capitaux intra-firmes qui correspondent plus à des stratégies agressives d'optimisation fiscale (via des surfacturations ou des sous-facturations

entre filiales, par exemple) qu'à des investissements productifs. A la demande de l'Organisation des Nations unies (ONU), les statistiques des balances des paiements vont devoir se faire plus précises à partir de la fin de l'année 2014. La Banque de France a pris de l'avance et publie d'ores et déjà des données selon la nouvelle règle. Les résultats sont surprenants : le stock des investissements étrangers en France était à la fin 2011 surestimé de 273 milliards d'euros, soit 60 %

Les instruments de mesure de la mondialisation économique ne sont pas d'une grande justesse

de son montant total. Et les investissements français à l'étranger gonflés de près de 30 % ! Un écart qui ne cesse de progresser, reflet de l'utilisation croissante des paradis fiscaux par nos entreprises.

Mieux, ou pire : quand un investissement étranger arrive d'un paradis fiscal et que l'on cherche quel

est le véritable investisseur d'origine qui se cache derrière, on

Commerce mondial : le compte n'est pas bon

Que pensez-vous des mesures de l'internationalisation des échanges commerciaux ?

Quand j'étais directeur général de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), j'ai proposé une révolution dans la manière dont on mesure le commerce international, une donnée importante dans les économies contemporaines. Depuis le Moyen Age, on mesure le commerce international en augmentant le compteur à chaque fois qu'un bien ou un service franchit une frontière. Cela correspond à un modèle économique où, quand on produit quelque chose dans un pays et qu'on le consomme dans un autre, on compte comme commerce international l'exportation du premier pays vers le second.

Ce monde n'est plus. Nous vivons aujourd'hui dans une économie où les

chaînes de production des biens et des services sont de plus en plus segmentées, éclatées sur différents territoires, où tout est fabriqué un peu partout. A peu près deux tiers de l'échange commercial international, que ce soit des biens ou des services, correspondent à des échanges de composants, de « morceaux » de produits.

Dans ces conditions, continuer, comme on le faisait par le passé, à compter le commerce international à chaque fois que quelque chose franchit une frontière, conduit à des aberrations statistiques. Prenons un exemple : on produit une voiture dans un pays pour une valeur de 100 et on l'exporte dans un autre pays. On obtient 100 de commerce international. Aujourd'hui, cette voiture est produite dans cinq pays différents, qui apportent

s'aperçoit de deux choses : d'une part, que le Luxembourg, les Pays-Bas et la Belgique servent souvent d'intermédiaires ; et d'autre part, qu'ils sont utilisés par les Etats-Unis, l'Allemagne et... des filiales d'entreprises françaises ! Nos entreprises étaient ainsi fin 2011 à l'origine de 14 % du stock d'investissements étrangers en France !

Enfin, l'interprétation des données concernant les transactions financières internationales a également tendance à surestimer le poids de cette partie de la mondialisation. Par exemple les commentateurs évoquent régulièrement le poids des marchés de produits financiers complexes dits « produits dérivés » en citant les quelque 700 000 milliards de dollars de contrats qu'ils représentent. Or, cette mesure correspond à la valeur « notionnelle », c'est-à-dire la valeur de référence des contrats, mais pas aux sommes réellement en jeu sur ces marchés. Par exemple quand

une banque achète l'un de ces produits pour se couvrir contre une hausse des taux d'intérêt au-dessus de 3 % dans les six prochains mois pour un montant de 10 millions d'euros (le notionnel), si le taux passe à 3,5 %, la banque qui lui a vendu le dérivé devra lui verser 0,5 % de 10 millions. A la mi-2013, les contrats sur taux d'intérêt représentaient 80 % du marché mondial des produits dérivés. Les sommes en jeu sont donc bien moindres que le montant affiché des transactions.

Lorsqu'on tente de mesurer un peu plus précisément le montant des risques effectivement pris, on tombe à environ 20 000 milliards de dollars. Ce n'est pas négligeable, mais c'est moins impressionnant que 700 000 ! L'internationalisation de la finance est réelle, mais son poids tend à être surévalué. La mondialisation du capitalisme contemporain aussi. Elle est indéniable, mais largement surestimée.. ■

CHRISTIAN CHAVAGNEUX



Salle de marché à Francfort. Les 700 000 milliards de dollars pour les contrats de produits dérivés dans le monde correspondent en fait à quelque 20 000 milliards réellement mis en jeu sur ces marchés.

Eric Tschoen - Réa



PASCAL LAMY, ancien directeur général de l'Organisation mondiale du commerce*

chacun des morceaux du moteur, de la carrosserie, de l'électronique, etc. Mettons, par hypothèse, que chacun de ces pays ajoute 20 % de la valeur. Si vous continuez à enregistrer le commerce international comme avant, vous allez avoir : 20 de commerce international pour le premier pays qui exporte ; le second ajoute 20 de valeur et exporte 40, puis 60 pour le troisième, puis 80, etc. Et si vous continuez à compter comme avant, vous allez enregistrer au final un commerce international de 300... pour une voiture qui ne vaut toujours que 100 !

En comptant de cette façon, on aboutit à une inflation du volume du commerce international par rapport au volume de la production, ce qui déforme la représentation de l'économie. La production réelle correspond à la valeur que vous ajoutez à chaque

étape. Et c'est bien comme cela que l'on mesure le produit intérieur brut (PIB) de chaque pays, en faisant la somme des valeurs ajoutées. Il faut faire exactement la même chose pour le commerce international.

Nous avons mis deux ou trois ans à l'OMC, avec l'OCDE, pour proposer les chiffres adéquats pour quelques années. On obtient alors des résultats surprenants. Par exemple si on mesure comme on le faisait depuis le Moyen Age, on trouve qu'à peu près 60 % du commerce international sont des biens ; si on le mesure en valeur ajoutée, à peu près 60 % du commerce international sont des services. Cela rejoint d'ailleurs en gros ce qu'on sait des économies contemporaines, c'est-à-dire que les services composent l'essentiel de la production.

Si vous calculez, autre exemple, la balance commerciale bilatérale en volume entre les Etats-Unis et la Chine : pour un déficit commercial américain de 100 vis-à-vis de la Chine, le déficit tombe à 55 calculé en valeur ajoutée. Pourquoi ? Parce qu'un iPad assemblé

en Chine et qui entre dans les importations américaines pour, mettons, 800 dollars, ne contient qu'environ 40 à 50 dollars de valeur ajoutée chinoise. Quand les Américains importent un iPad, ils réimportent de la valeur ajoutée américaine qui a été exportée en Chine : toute la conception, les redevances sur brevets, le design.

Dernière illustration : si vous prenez, au niveau mondial, le contenu moyen en importations des exportations dans le monde – c'est-à-dire combien vous devez importer pour exporter –, ce chiffre était de 20 % il y a vingt ans ; il est de 40 % aujourd'hui. Autrement dit, la vieille idée mercantiliste selon laquelle « les exportations, c'est bien, et les importations, c'est mal » se meurt. Si vous observez les pays qui ajoutent le plus de valeur dans leur économie grâce à leur participation à l'échange international, ce sont ceux également qui importent le plus. ■

PROPOS RECUEILLIS
PAR CHRISTIAN CHAVAGNEUX

* Auteur de *Quand la France s'éveillera*, Odile Jacob, 2014.

Le procès de l'hypermondialisation

La mondialisation est de plus en plus contestée par les populations, mais aussi par les économistes. Une autre voie se dessine.

Une autre mondialisation est en cours. De plus en plus contestée par les populations, elle l'est également, c'est nouveau, par les économistes. Surtout, pour les acteurs économiques eux-mêmes, entrepreneurs et banquiers, elle ne représente plus la panacée. Tout pointe vers une mondialisation plus sobre.

Dans un récent sondage d'OpinionWay pour le Printemps de l'économie 2018, 60 % des Français expriment une mauvaise opinion de la mondialisation. Et 58 % des « CSP+ », les plus diplômés, partagent cet avis, de même que la moitié des moins de 35 ans. Les Français ne représentent d'ailleurs pas un cas à part. Selon un sondage réalisé en début d'année pour la Fondation Bertelsmann, 61 % des habitants des pays riches pensent que la mondialisation accroît les inégalités et la moitié estime qu'elle n'est pas bonne pour les salaires. Pour autant, le même sondage montre une opinion déclarant majoritairement que la mondialisation offre des opportunités de croissance et d'emploi et que les investissements étrangers sont les bienvenus.

Ce n'est donc pas tant la mondialisation qui fait l'objet d'un rejet que la constatation de ses effets négatifs. Benoît Cœuré, de la Banque centrale européenne (BCE), résume bien le sentiment général [1]. Il avance quatre raisons pour lesquelles la globalisation fait peur. Elle est instable : ses crises financières, agricoles, etc., se transmettent

5 %

du PIB mondial, c'est ce que représentent les mouvements de capitaux internationaux aujourd'hui, contre 20 % en 2007.

cause la démocratie dans un monde où l'influence politique des multinationales est grande. De Donald Trump aux États-Unis au Brexit du Royaume-Uni, et ailleurs, les dirigeants politiques favorables à moins de mondialisation ont d'ailleurs le vent en poupe.

Face à ces constats, la majorité des économistes, soit par idéologie, soit parce que ceux-ci sont soucieux de ne pas laisser prise aux discours nationalistes, a souvent choisi de défendre la mondialisation. Ce n'est plus le cas.

Une remise en cause intellectuelle

« Je pense que la mondialisation a contribué à déchirer les tissus sociaux », attaque l'économiste Dani Rodrik [2]. La théorie économique dominante reconnaît que la globalisation a des effets sur la répartition des revenus mais avance qu'ils sont faibles. Faux, rétorque l'Américain Paul Krugman, qui se demande alors : « qu'avons-nous manqué ? » [3].



Grossistes textile au Fashion Center d'Aubervilliers (93). Entre 2001 et 2007, les importations chinoises ont provoqué la perte de 90 000 emplois dans le secteur manufacturier français.

Réponse : une montée bien plus importante que prévue des importations en provenance des pays émergents avec des effets forts et persistants sur l'emploi dans les pays développés.

Si Krugman cite des études américaines, la Banque d'Angleterre montre qu'avec la mondialisation, les régions britanniques qui concentraient une plus grande part d'industrie textile au début des années 1980 ont connu par la suite une plus faible croissance de l'emploi et un retrait plus marqué des personnes du marché du travail. Et l'effet se fait toujours sentir aujourd'hui [4].

Une étude de la Banque de France estime que sur la période 2001-2007, les importations chinoises en France ont provoqué une perte d'environ 90 000 emplois dans les régions de production manufacturière, soit 13 % du déclin sur la période, ce qui est loin d'être insignifiant. Mais aussi 190 000 en dehors de ce secteur, la baisse de l'emploi induisant une diminution de la demande locale, qui fait largement sentir ses effets sur les secteurs a priori protégés de la concurrence internationale [5].

Une récente recherche du Fonds monétaire international (FMI) aboutit à trois résultats importants : participer à la mondialisation accroît la richesse d'un pays ; mais plus son niveau d'intégration internationale

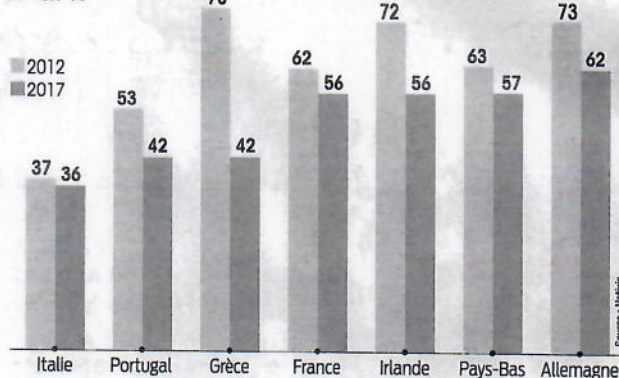
est élevé plus les gains qu'il tire d'une poursuite de l'intégration diminue ; et les gains de la mondialisation profitent aux plus riches et accroissent les inégalités [6]. Les économistes ont donc rejoint les citoyens pour exprimer leurs doutes face à la mondialisation. Surtout, les acteurs économiques semblent également engagés dans une nouvelle dynamique qui laisse moins de place à la globalisation.

Moins de délocalisations

Le recul est frappant dans le domaine de la finance. De l'équivalent d'un peu plus de 20 % du produit intérieur brut (PIB) mondial à leur apogée en 2007, les mouvements de capitaux internationaux n'en représentent plus que 5 % aujourd'hui. Une partie de ce recul tient à la réduction des échanges financiers intra-européens, avec une baisse

EN EUROPE, DES DETTES PUBLIQUES PLUS NATIONALES

Part de la dette de l'Etat détenue par des non-résidents, en %



des prêts entre les banques et une hausse de la détention domestique des dettes publiques. Aujourd'hui, la finance européenne se démondialise.

Au-delà, le professeur de Cambridge Finbarr Livesey a récemment publié un ouvrage qui résume plusieurs tendances structurelles poussant à un recul de la mondialisation productive [7]. Afin de répondre plus vite à la demande, les entreprises

veulent produire de plus en plus localement. En plus de soutenir cette évolution, le développement des imprimantes 3D permet de fabriquer davantage de pièces d'un seul tenant, contribuant à réduire les échanges de produits intermédiaires, ce qui pourrait entraîner une baisse de 20 % du commerce international. La montée des salaires dans les pays émergents conjuguée à l'automatisation des chaînes de production poussent également à de moindres délocalisations. Alors que le secteur automobile est parmi les plus mondialisés, les véhicules Tesla sont fabriqués aux Etats-Unis par des robots.

Après avoir longtemps baissé, les coûts de transport stagnent, voire tendent à remonter. Ils représentent désormais une charge bien plus importante que les tarifs douaniers. A cela s'ajoutent les coûts environnementaux. Le transport maritime mondial émet en gros autant de CO₂ que l'Allemagne. L'avenir est plutôt au développement d'une économie circulaire (écoconception des produits, réparation, recyclage, etc.) locale.

Stratégies marketing, évolutions techniques et montée des coûts poussent à une moindre mondialisation et même à des relocalisations. Cela ne signifie pas que la mondialisation touche à sa fin. Les entreprises des pays émergents continuent à s'internationaliser. Dans son analyse sur « le retrait de la *global company* », *The Economist* [8] souligne que grâce à l'e-commerce, des « multinationales » vont voir le jour. Mais le temps de l'hypermondialisation, d'une internationalisation toujours croissante de la production et de la finance, semble appartenir au passé.

■ Christian Chavagneux

[1] Dans « Taking Back Control of Globalisation : Sovereignty through European Integration », BCE, 28 mars 2018.

[2] Voir « Globalization Has Contributed to Tearing Societies Apart », Pro-Market, 29 mars 2018.

[3] Voir « Globalization : What Did We Miss ? », mars 2018, accessible sur <https://ic.cx/m4Ze>

[4] Voir « Les gagnants et les perdants de la mondialisation », *Alternatives Economiques* n° 371, septembre 2017.

[5] Voir « Les effets de la concurrence des importations chinoises sur la structure locale de l'emploi et des salaires en France », par Clément Malgouyres, *Rue de la Banque* n° 57, février 2018.

[6] Voir « The Distribution of Gains from Globalization », par Valentin Lang et Marina Mendes Tavares, *IMF Working Papers*, mars 2018.

[7] *From Global to local*, Profile Books, 2017.

[8] Dans son édition du 28 janvier 2017.

« Une parenthèse se referme »



Isabelle Bensidoun et Jézabel Couppey-Soubeyran*, chercheuses au Centre d'études prospectives et d'Informations internationales (Cépii)

ENTRETIEN Salaires, emploi, inégalités, financiarisation... Isabelle Bensidoun et Jézabel Couppey-Soubeyran brossent un tableau nuancé des effets de la mondialisation.

La mondialisation, on en parle depuis un moment, pourtant vous nous dites qu'elle comporte beaucoup de zones d'ombre !

Isabelle Bensidoun : Beaucoup, non, mais il en reste effectivement. Par exemple, il n'est guère possible de remonter avant 2000 pour connaître de manière fiable et pertinente l'évolution des droits de douane au niveau mondial. De même, sur les inégalités entre les citoyens du monde, faute d'une enquête internationale sur les revenus des ménages, chacun tente de résoudre à sa manière les difficultés liées aux différences de concepts dans les enquêtes nationales, ce qui conduit à des estimations pas toujours convergentes.

Jézabel Couppey-Soubeyran : Et n'oublions pas le commerce intrafirmes des multinationales. L'activité d'acteurs aussi majeurs de la mondialisation reste mal connue. Et je ne parle même pas des aspects qualitatifs de la mondialisation. On peut regarder les données officielles de mouvements de capitaux internationaux, mais comment appréhender le rôle de la globalisation financière dans la financiarisation de nos économies ? On sait pourtant qu'il y a un lien. Tout ne se mesure pas, même si l'on peut mesurer beaucoup de choses.

Les libéraux nous disent que l'ouverture commerciale nourrit le pouvoir d'achat. Est-ce vérifié ?

J. C.-S. : C'est un fait indéniable, l'insertion des grands émergents comme la Chine et l'Inde a amené une main-d'œuvre bon marché et une baisse des prix mondiaux. Pour autant, l'évolution du pouvoir d'achat se mesure à l'aune des prix, mais aussi à celle des revenus. Or, la mondialisation s'est accompagnée d'une polarisation des emplois et des salaires : certains ont connu une baisse de leurs revenus plus forte que celle des prix. Ajoutons qu'une dépense importante des ménages, celle liée au logement, a connu

de son côté une hausse importante dans le cadre de cycles immobiliers où la mondialisation joue un rôle.

La mondialisation est-elle responsable de la dégradation de l'emploi et des salaires dans les pays riches ?

J. C.-S. : Ces derniers font face aux effets conjugués de la mondialisation et du progrès technique, les deux se renforçant mutuellement et modifiant profondément les structures de l'emploi. De plus, comme l'explique Michel Aglietta, la mondialisation participe d'un capitalisme financiarisé qui a coupé le lien entre profits et productivité pour bénéficier en priorité aux actionnaires, au détriment des salariés.

Représente-t-elle une source d'accroissement des inégalités ?

I. B. : Depuis 2000, les inégalités de niveaux de vie moyens entre pays et les inégalités internationales – qui pondèrent chaque pays par le poids de sa population – diminuent, signe d'une convergence des niveaux de vie moyens dans le monde, alors qu'auparavant seules les inégalités internationales baissaient, du fait du rattrapage de la Chine. Les inégalités mondiales, celles entre les citoyens du monde, qui tiennent compte des inégalités internes, fléchissent aussi : entre la fin des

années 1980 et 2000, du fait de la baisse des inégalités internationales seulement, car en moyenne les inégalités internes augmentaient ; mais depuis 2000, en moyenne, les inégalités internes se stabilisent ou diminuent, selon les estimations.

Globalement, il y a donc une baisse, et non une hausse, des inégalités dans le monde depuis 2000, à un moment où la mondialisation est particulièrement dynamique, et une progression des inégalités internes dans la plupart des économies avancées jusqu'à la crise, suivie d'évolutions plus contrastées depuis, avec des pays où elles régressent, d'autres où elles se stabilisent et d'autres encore où elles continuent d'augmenter.

Quel bilan peut-on faire de la mondialisation financière ?

J. C.-S. : Il est plutôt mitigé. La mondialisation de la finance s'est accompagnée d'une recrudescence

« Les économistes ont davantage mis en avant les effets positifs que négatifs de la mondialisation »

ISABELLE BENSIDOUN

de l'instabilité financière. Et à mon sens, les deux sont liées, car elles sont le reflet d'une inadéquation de la régulation à cette dimension globale. On a laissé les économies se mondialiser et se financiariser à l'excès, dépassant le seuil où la finance joue un rôle positif pour la croissance dans les économies avancées.

Penser régulation globale ne veut pas dire qu'il faut une autorité mondiale imposant les mêmes normes à tous. Cela signifie penser les interconnexions internationales entre acteurs de la finance, penser en termes de prévention du risque systémique global : prévenir sa formation et repérer les établissements qui y contribuent afin de mieux les maîtriser.

Paul Krugman indiquait récemment [1] que les économistes ont eu tendance à sous-estimer les effets négatifs de la mondialisation.

I. B. : Pour convaincre des bienfaits de la mondialisation, les institutions internationales et les économistes consensuels ont davantage mis en avant ses effets positifs que négatifs. Sauf que ce n'est pas ainsi que l'on convainc ! Les médias ont aussi peut-être une responsabilité à ne favoriser que les discours tranchés : répondre « ça dépend » quand on est questionné sur les effets de la mondialisation n'est pas encouragé. Pourtant, les travaux sur les effets redistributifs du commerce, sur le fait qu'il y ait des gagnants et des perdants et que l'ouverture puisse avoir des effets inégalitaires existent depuis longtemps, mais visiblement ce n'est pas ce qui a été le plus diffusé.

Un sondage récent indique que 60 % des Français se méfient de la mondialisation. Ont-ils raison ? Pour certains économistes, c'est parce qu'ils sont mal informés.

J. C.-S. : Ce sondage exprime une désillusion largement partagée, au-delà des seuls perdants de la mondialisation. J'accepte l'idée qu'il y ait un écart entre la réalité et ce qui est ressenti. Mais plutôt que de dire que les Français n'y comprennent rien, il me semblerait plus positif de chercher à comprendre les sources de leur malaise face à la mondialisation. Et comment assurer que chacun gagne dans un monde ouvert.

I. B. : En même temps, on peut se demander si la mondialisation n'apparaît pas comme un bouc émissaire. Lorsque l'on interroge les Français sur les migrations, ils ont le sentiment que la France accueille un nombre incroyable d'immigrés : que ces derniers représentent une part de la population trois fois plus importante qu'elle ne l'est réellement ! Il y a une claire-



Rassemblement contre la mondialisation lors du G20 à Hambourg, en 2017. Les pouvoirs publics doivent répondre aux craintes des populations si l'on veut garder un monde ouvert.

Fabrizio Bensch - Reuters

ment un problème d'information. Autant sur les migrations que sur la mondialisation. Non pas que les Français ne soient pas informés, mais ils le sont mal, car la réalité est complexe et ce n'est pas cette complexité qui leur est exposée.

Assiste-t-on à une démondialisation ?

I. B. : La forte progression de la mondialisation des années 1990-2000 apparaît comme une parenthèse qui se referme. Les échanges mondiaux n'ont pas vocation à croître plus vite que le produit intérieur brut (PIB). Les mouvements de capitaux internationaux, qui représentaient 23 % du PIB mondial à la veille de la crise, n'en représentent plus que 6 % depuis 2010 et leur structure a changé avec un poids beaucoup plus faible des capitaux volatils. Mais jusqu'à quand ? Les forces qui poussent à la mondialisation sont toujours là.

J. C.-S. : Si l'on veut conserver un monde ouvert, il faudra que les puissances publiques réinvestissent le terrain : pour se préoccuper des perdants et non pas seulement féliciter les gagnants, mieux former afin de permettre l'accès à la diversité

du monde, contrôler les concentrations de pouvoir économique, réguler la finance de manière plus globale. L'avenir de la mondialisation passe par des politiques publiques plus actives, sinon les sirènes du populisme et du nationalisme deviendront de plus en plus séduisantes.

■ Propos recueillis par Ch. Ch.

* Egalement rédactrices en chef de *Carnets graphiques. L'économie mondiale dévoile ses courbes* (www.cepii.fr), un document publié à l'occasion des 40 ans du Cépii.

[1] Dans « Globalization : What Did We Miss ? », mars 2018, accessible sur <https://lc.cx/rn4Ze>

Dix vérités sur la mondialisation

Amartya SEN - Professeur à l'université de Cambridge
(Grande-Bretagne) et prix Nobel d'économie en 1998

Le Monde du 18 juillet 2001

Les doutes émis sur l'ordre économique mondial, qui vont bien au-delà des manifestations organisées, sont à considérer à la lumière à la fois de la misère immense et de la prospérité sans précédent que connaît le monde. Car, même si ce monde est incomparablement plus riche qu'il ne l'a jamais été, c'est aussi le lieu de privations extrêmes et de saisissantes inégalités. Il faut avoir à l'esprit ce contraste essentiel pour comprendre le scepticisme général qu'inspire l'ordre mondial, et même la patience du grand public à l'égard de ce qu'on a appelé l'"antimondialisation", en dépit du caractère souvent exalté, parfois violent, de cette contestation. Les débats sur la mondialisation exigent d'appréhender en profondeur des questions qui ont tendance à se perdre dans la rhétorique de la confrontation, d'une part, et les réfutations hâtives, de l'autre. Un certain nombre de points d'ordre général méritent l'attention.

1. Les manifestations contre la mondialisation ne sont pas dirigées contre la mondialisation.

Leurs participants, dans l'ensemble, peuvent difficilement s'opposer au système quand leur contestation compte parmi les événements les plus mondialisés du monde contemporain. Les protestataires de Seattle, Melbourne, Prague, du Québec et d'ailleurs ne sont pas des gosses du coin, mais des hommes et des femmes venus de la Terre entière, qui investissent ces divers lieux pour y exposer des griefs d'ordre mondial.

2. La mondialisation n'est pas un phénomène nouveau, pas plus qu'elle n'est une simple occidentalisation. Pendant des milliers d'années, la mondialisation a progressé du fait des voyages, du commerce, des migrations, de l'expansion des cultures, de la propagation du savoir et des découvertes (y compris dans la science et la technologie). Les influences ont joué dans diverses directions. Ainsi, vers la fin du millénaire qui vient de s'achever, le mouvement s'est en

grande partie opéré à partir de l'Occident, mais à ses débuts (aux environs de l'an 1000), l'Europe s'imprégnait de la science et de la technologie chinoises, des mathématiques indiennes et arabes. Il existe un héritage mondial de l'interaction, et les mouvements contemporains s'inscrivent dans cette histoire.

3. La mondialisation n'est pas en soi une folie.

Elle a enrichi la planète du point de vue scientifique et culturel, profité à beaucoup sur le plan économique aussi. Il y a quelques siècles à peine, la pauvreté et une vie "misérable, bestiale et brève", comme l'écrivait Thomas Hobbes, dominaient le monde, à l'exception de rares poches d'abondance. En maîtrisant cette pénurie, la technologie moderne de même que les échanges économiques ont eu leur importance. Les situations précaires ne peuvent s'inverser si les plus démunis sont privés des bienfaits considérables de la technologie contemporaine, de la solide efficacité du commerce et des échanges internationaux, enfin des avantages sociaux autant qu'économiques à vivre dans une société ouverte plutôt que fermée. Ce qui est nécessaire, c'est une répartition plus équitable des fruits de la mondialisation.

4. Directement ou indirectement, la question essentielle est celle des inégalités.

La principale provocation, d'une manière ou d'une autre, leur est imputable – inégalités entre les nations de même qu'en leur sein. Au nombre de ces inégalités, les disparités de richesse, mais également les énormes déséquilibres dans le pouvoir politique, économique et social. Un des problèmes cruciaux est celui du partage des bénéfices potentiels de la mondialisation, entre pays riches et pauvres, mais aussi entre les divers groupes humains à l'intérieur des nations.

5. La préoccupation majeure est le niveau d'ensemble des inégalités, et non pas leur changement marginal. En affirmant que les riches s'enrichissent et que les pauvres s'appauvrissent, les opposants à la mondialisation ne livrent pas, le plus souvent, le bon combat. Car même si beaucoup des pauvres de l'économie mondiale s'en sortent mal (pour toutes sortes de raisons, parmi lesquelles l'organisation intérieure autant qu'internationale), il est difficile de dégager avec netteté une tendance générale. Beaucoup dépend des indicateurs choisis et des variables par rapport auxquelles les inégalités et la pauvreté sont jugées. Mais ce débat ne doit pas être une condition préalable au traitement de la question centrale. La préoccupation première est celle du niveau d'ensemble des inégalités et de la pauvreté – et non le fait qu'elles augmentent ou non à la marge aussi. Même si les défenseurs de l'ordre économique contemporain avaient raison de prétendre que la situation des déshérités s'est, d'une manière générale, un peu améliorée (ce n'est, de fait, en aucun cas un phénomène uniforme), la nécessité logique de porter une immédiate et entière attention à l'effroyable pauvreté et aux inégalités consternantes n'en existerait pas moins.

6. La question ne se résume pas à savoir s'il y a profit pour tous les intéressés, mais si la répartition de ce profit est équitable. Lorsqu'il existe des avantages à coopérer, toutes sortes d'aménagements sont possibles qui bénéficient à chacune des parties, comparés à une coopération inexistante. Il faut donc se demander si la répartition des profits est juste ou acceptable, et non pas uniquement s'il y a profit pour tous les intéressés (ce qui peut être le cas dans un très grand nombre d'aménagements). Comme le mathématicien et théoricien du jeu, J. F. Nash, en débattait il y a plus d'un demi-siècle (dans un article intitulé "Le problème du marché" paru en 1950 dans *Econometrica*, et cité par l'Académie royale de Suède lorsque lui fut attribué le prix Nobel d'économie), en présence de profits issus d'une coopération, la question essentielle n'est pas de savoir si tel ou tel résultat commun est pour tous préférable à une absence de coopération (il existe un grand nombre de ces alternatives), mais s'il engendre une équitable répartition des bénéfices. Pour prendre une comparaison, si l'on veut faire la preuve qu'une organisation de la

famille particulièrement inégale et sexiste est injuste, il n'est pas nécessaire de montrer que la condition des femmes aurait été meilleure hors de la famille, mais simplement que la répartition des bienfaits du système est gravement inégalitaire et inéquitable dans la situation actuelle.

7. L'économie de marché est compatible avec un grand nombre de situations institutionnelles différentes, pouvant déboucher sur des issues différentes. La question essentielle ne peut pas être celle de savoir si l'on doit pratiquer ou non l'économie de marché. Une économie prospère est impossible sans son application à grande échelle. Mais cette idée ne clôt pas le débat, elle ne fait que l'entamer. L'économie de marché peut donner des résultats très variables, selon la manière dont sont répartis les moyens matériels et exploitées les ressources humaines, selon les règles du jeu qui prévalent, etc. Or dans tous ces domaines, l'Etat et la société ont un rôle à jouer, à l'intérieur des pays comme dans le monde. Le marché est une institution parmi d'autres. Hormis la nécessité de définir au sein d'une économie une politique nationale en faveur des pauvres (enseignement élémentaire et soins de santé, création d'emplois, réformes agraires, facilités de crédit, protection légale, émancipation des femmes, et autres), la répartition des bénéfices des échanges internationaux dépend aussi des divers aménagements sur le plan mondial (accords commerciaux, législation des brevets, initiatives médicales, échanges dans l'enseignement, encouragements à la circulation de la technologie, politiques écologique et de l'environnement, etc.).

8. Le monde a changé depuis les accords de Bretton Woods. L'organisation politique, financière et économique au niveau international que nous avons héritée du passé (dont la Banque mondiale, le Fonds monétaire international et autres institutions) s'est en grande partie construite dans les années 1940, à la suite de la Conférence de Bretton Woods de 1944. L'essentiel de l'Asie et de l'Afrique se trouvait alors toujours sous domination impérialiste; la tolérance à l'insécurité et à la pauvreté était beaucoup plus grande; la défense des droits de l'homme encore très fragile; le pouvoir des ONG (organisations non gouvernementales) inexistant; l'environnement jugé comme n'étant pas spécialement important; et

la démocratie absolument pas considérée comme un droit international.

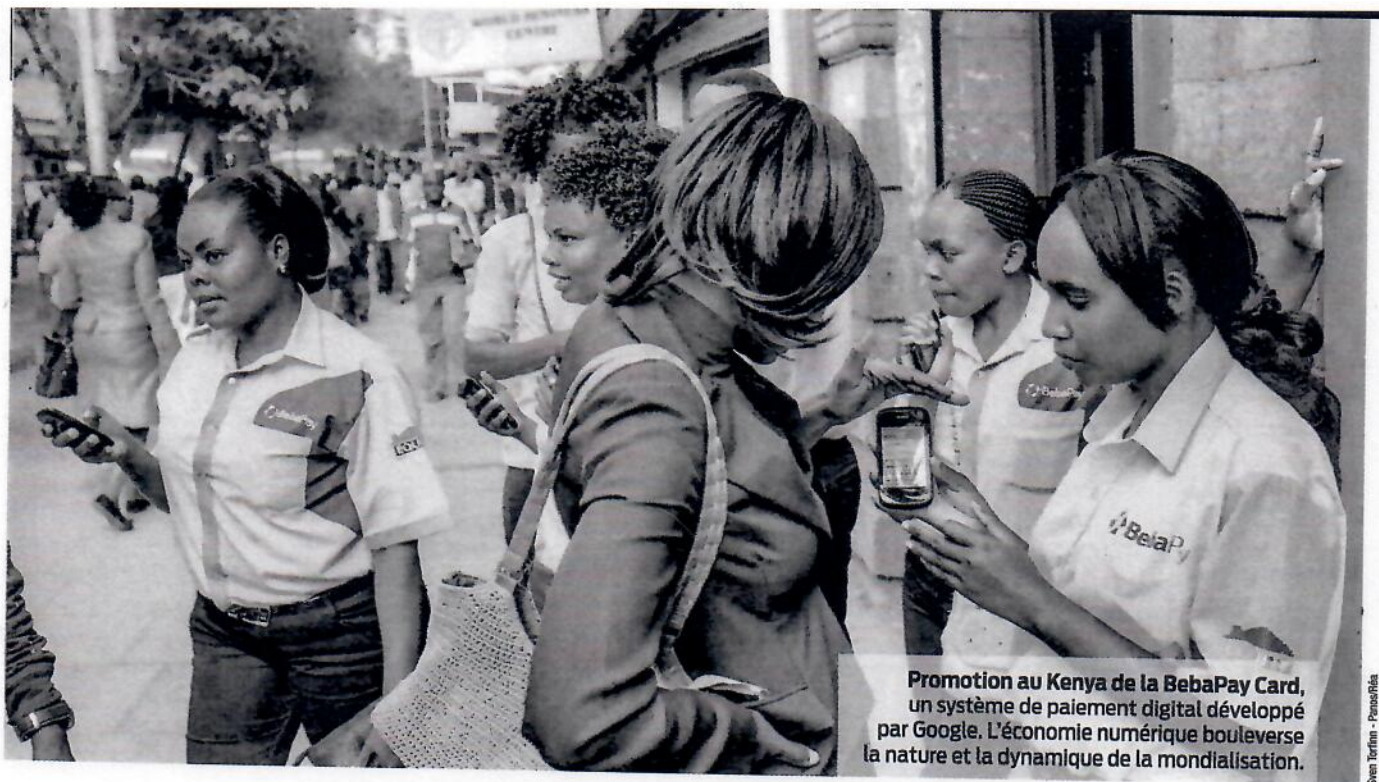
9. Des changements à la fois politiques et institutionnels sont nécessaires. Les institutions internationales existantes ont, à des degrés divers, tenté de répondre à une situation devenue différente. La Banque mondiale a, par exemple, révisé ses priorités sous la conduite de James Wolfensohn. Les Nations unies, notamment avec Kofi Annan, ont cherché à jouer un plus grand rôle en dépit des restrictions financières. Mais d'autres changements sont indispensables. En réalité, la structure du pouvoir qui sous-tend l'organisation des institutions doit, elle aussi, être réexaminée par rapport à la réalité politique nouvelle, dont la montée de la contestation antimondialiste n'est qu'une lointaine expression. L'équilibre du pouvoir, reflet de la situation des années 1940, est lui aussi à repenser. Considérons le problème de la gestion des conflits, des guerres locales et des dépenses d'armement. Les gouvernements des pays du tiers-monde portent une lourde responsabilité dans la poursuite immodérée de la violence et du gaspillage, mais le commerce des armes est également encouragé par les puissances mondiales, qui sont le plus souvent à l'origine de ces exportations. De fait, comme le montrait le rapport sur le développement humain du Programme de développement des Nations unies de 1994, non seulement les cinq grands pays exportateurs d'armes étaient précisément les cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU, mais ensemble ils représentaient aussi 86% de toutes les exportations d'armes conventionnelles durant la période étudiée. Il est facile d'expliquer l'impuissance des pouvoirs en place à efficacement venir à bout de ces marchands de mort. Les récentes difficultés à trouver ne serait-ce qu'un soutien pour prendre conjointement des mesures sévères contre les armes illicites (comme le proposait Kofi Annan) n'est qu'un tout petit exemple de l'immense obstacle mis à l'équilibre mondial du pouvoir.

10. Construire la mondialisation est la réponse indispensable aux doutes sur la mondialisation. Les manifestations hostiles font elles-mêmes partie du processus global pour lequel il n'y a pas d'échappatoire, et guère de motifs d'en chercher. Mais si l'on a raison de soutenir la mondialisation

dans ce qu'elle a de meilleur, il est des questions politiques et institutionnelles extrêmement importantes auxquelles il faut aussi s'atteler dans le même temps. Il n'est pas aisé de dissiper les doutes si l'on ne s'en prend pas sérieusement aux préoccupations qui les motivent en profondeur. Cela, dans tous les cas, n'a rien pour surprendre.

Traduit de l'anglais par Sylvette Gleize.

© Global Viewpoint.



Promotion au Kenya de la BebaPay Card, un système de paiement digital développé par Google. L'économie numérique bouleverse la nature et la dynamique de la mondialisation.

Sven Torfinn - Pénalités

Une démondialisation... ou une autre mondialisation ?

Contrairement à une idée en vogue, l'atonie du commerce mondial traduit moins l'amorce d'une démondialisation qu'une nouvelle mutation dans le processus de mondialisation.

A l'hypermondialisation, initiée dans les années 1990 par l'ouverture de l'Europe de l'Est, de la Chine et de l'Inde aux échanges et aux investissements directs internationaux (IDI), a succédé, à partir de la crise financière de 2007-2008, une période de stagnation des flux d'échanges et d'investissements en proportion du produit intérieur brut (PIB) mondial (voir graphique). Un constat synonyme de coup d'arrêt dans le processus de mondialisation. Peut-on pour autant parler de démondialisation ? Non, si la rupture de tendance observée au cours de la décennie écoulée s'explique principalement par des facteurs conjoncturels, autrement dit réversibles, affirme le Fonds monétaire international (FMI).

La faiblesse de l'activité, et tout particulièrement de l'investissement, dans les pays développés, plombés par les processus de désendettement des agents privés et les politiques d'austérité publique, est ici en cause. A cela s'ajoutent les effets du ralentissement chinois et de la chute des prix des produits de base, qui pèsent sur la croissance des économies en développement. De façon significative, les importations de ces pays, qui progressaient deux fois plus vite en volume que celles des économies avancées avant 2008 (14 %, contre 7 % en rythme annuel), évoluent désormais au même rythme, soit 3 % en moyenne.

3%
C'est la progression actuelle en volume des importations des économies en développement, contre 14 % avant 2008.

MATURATION
La conjoncture n'explique cependant pas tout. L'arrêt du processus

de libéralisation des échanges, symbolisé par l'échec du cycle de Doha et le retrait américain du traité trans-Pacifique (TTP), ainsi que la montée des obstacles non tarifaires aux échanges (au rythme de 1 000 mesures discriminatoires par an, notamment de la part des Etats-Unis, de la Russie et de l'Inde) ont aussi leur part de responsabilité. En outre, une inflexion structurelle du processus de mondialisation peut être attribuée à la maturation des chaînes de valeur globales qui structurent la majeure partie des échanges internationaux le long des filières de production internationalisées (voir encadré).

Jusqu'en 2007, la segmentation des processus de production à l'échelle mondiale répondait dans une large mesure à une logique de transfert massif des activités vers les pays à bas salaires. Elle jouait un rôle d'accélérateur des échanges mondiaux, transformant le

*** Coût de transaction :** coût associé à la réalisation d'un échange économique, qui découle du fait que l'information sur toutes les composantes de la transaction n'est pas parfaite et du fait que sa pleine réalisation n'est pas spontanément garantie.
> Valeur ajoutée : différence entre la valeur marchande d'un produit et la valeur des produits entrants dans sa fabrication.

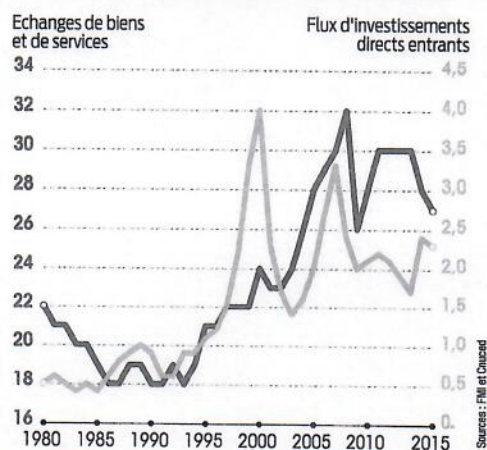
commerce international en appendice de l'investissement international et des autres formes d'organisation de la production à l'échelle mondiale, telle la sous-traitance internationale.

Cette dynamique s'est brisée dans les années 2010. La part des économies émergentes dans les flux entrants d'investissements directs internationaux mondiaux, qui avait grimpé de 17 % en 1990 à 50 % en 2010, est désormais déclinante, à 40 % en 2016. Une des causes de ce reflux est la montée rapide des coûts salariaux en Asie, en Amérique latine et en Europe de l'Est, qui fait fondre le principal avantage de coût dont bénéficiaient nombre d'économies émergentes. A cela s'ajoutent les progrès de la robotisation et l'impact de nouvelles technologies, telle l'impression 3D, qui tendent à restituer aux économies développées leur avantage compétitif et favorisent la relocalisation de productions à proximité des grands centres de consommation.

L'idée d'une maturation des chaînes de valeur globales fait référence aux limites inhérentes aux processus de division du travail, dont les avantages économiques s'estompent au fur et à mesure qu'augmentent les coûts logistiques (transports, organisation) et les coûts de transaction*. Elle renvoie aussi à la maturation économique des pays participants, en Asie notamment, qui s'emploient à capter une plus grande part de la valeur ajoutée* en produisant eux-mêmes les produits intermédiaires

Le coup d'arrêt de la mondialisation

► Echanges commerciaux et flux entrants d'investissements directs, en % du PIB mondial



et les composants entrant dans la fabrication des produits finis.

Ces stratégies dites de « remontée des filières de production » sont au cœur des politiques de développement industriel des économies les plus dynamiques. A commencer par la Chine, qui suit en cela l'exemple du Japon et de la Corée du Sud avant elle. A titre d'illustration, la part des intrants et des composants importés dans les exportations chinoises, qui atteignait 60 % au milieu des années 1990, n'était plus que de 35 % en 2012.

UN NOUVEAU VISAGE

Enfin, la langueur apparente des échanges mondiaux masque la mutation fondamentale produite par l'essor spectaculaire de l'économie numérique.

Celle-ci brouille les frontières entre biens et services, dont les *business models*, globaux par essence, reposent fréquemment sur des modes de réalisation de la valeur qui ne sont pas directement marchands (comme le montre l'exemple de Google, repris en masse par les start-up digitales). Ainsi, au cours des dix dernières années, les flux internationaux de données (*data flows*) ont été multipliés par dix (+ 26 % par an), selon le Boston Consulting Group, pour atteindre 20 000 gigabits par seconde, un rythme qui devrait se maintenir dans les dix prochaines années.

Composés pour l'essentiel d'informations, de recherches, de communications, de transactions, de vidéos et de transferts de données intrafirmes, ces flux sous-tendent, accompagnent et facilitent la quasi-totalité des opérations économiques internationales. Ils propagent les idées et les innovations et bouleversent la nature et la dynamique de la mondialisation. Transparente, efficace, ouverte aux individus et aux PME, la nouvelle mondialisation transforme les règles de la concurrence, raccourcit de façon drastique les chaînes de valeur globales et pèse par là même sur les flux d'échanges et d'investissements traditionnels. Tout comme l'ancienne, elle développe ses propres infrastructures, ses propres modèles d'affaires et ses propres monopoles. Tout comme l'ancienne aussi, elle appelle une régulation qui ne peut prendre corps qu'au niveau international. ■ JACQUES ADDA

LES CHAÎNES DE VALEUR GLOBALES

Loin des descriptions offertes par les manuels d'économie, le commerce mondial correspond de moins en moins à un échange de produits finis (tels le vin et les draps dans l'exemple fameux de Ricardo), qui fait de plus en plus figure d'appendice des processus de production mondialisés.

De façon approximative, les échanges internationaux de biens se répartissent de nos jours en trois blocs de taille à peu près égale : les échanges classiques, de type ricardien, qui sont dominés par le commerce de produits de base ; les échanges intrafirmes, qui représentent un tiers du commerce mondial, selon la Cnucep ; et les échanges de composants et de produits intermédiaires, qui s'insèrent eux aussi dans les circuits de production internationalisés sans pour autant relever du commerce intrafirme.

La notion de chaîne de valeur globale (CVG) tente d'appréhender cette réalité nouvelle d'un commerce mondial

étroitement imbriqué dans les filières de production déployées à l'échelle mondiale, le plus souvent sous l'impulsion de firmes multinationales. Au sens strict, les chaînes de valeur globale désignent l'ensemble des activités requises pour amener un produit, depuis sa conception et son design jusqu'au consommateur final, en passant par la production de ses composants, sa fabrication, son marketing et sa distribution. Chacun de ces stades de production peut être internationalisé.

De façon plus analytique, les chaînes de valeur globale renvoient à des modes de gouvernance de la production mondiale par les grandes firmes multinationales, qui varient depuis l'intégration verticale* et hiérarchie intégrale (commerce intrafirme piloté par la maison mère) jusqu'à la sous-traitance internationale, dans laquelle les fournisseurs demeurent indépendants mais sont liés par des contrats d'approvisionnement contraignants.



► **Intégration verticale** : prise de contrôle par le producteur d'un bien ou d'un service de ses fournisseurs (en amont) ou de ses clients (en aval). L'intégration verticale peut s'étendre de la conception des produits jusqu'à leur distribution.